

Colloque

« Investir en Birmanie, oui. Mais pour la démocratie ! »

A l'initiative de
l'ONG « **Green Lotus – CREDDA**
(Centre de ressources pour le développement durable en Asie) »

avec le concours du **Conseil Régional d'Île-de-France**

La donne a changé en Birmanie, de façon surprenante mais résolue.

La démocratisation de ce pays est une chance extraordinaire, à la fois pour ce pays et ses 60 millions d'habitants, mais aussi pour tous les enjeux de démocratie et de droits humains en Asie, particulièrement pour les Chinois pour lesquels le défi birman peut être une intéressante interpellation.

Dès lors, notre rôle à nous, Français et Européens, doit être de contribuer de façon active à ce processus de démocratisation.

Mieux que d'émettre de légitimes revendications sur les droits humains, il paraît plus utile, dans la situation actuelle, d'accompagner concrètement un processus lent mais certain, dans une logique d'aide à la gouvernance. Former des collectivités territoriales aux enjeux du développement durable et à des exercices comme les Agenda 21, permettre à la société civile d'organiser une vitalité médiatique (télévisions, journaux, réseaux sociaux...), aider les organisations sociales à concevoir le débat citoyen et des politiques publiques... Voilà qui contribuera bien plus à l'émancipation des Birmans que de se limiter aux investissements financiers possibles, dans le cadre de la levée du boycott.

MOT D'ACCUEIL

Par **Jean-Paul HUCHON**, Président du Conseil Régional d'Île-de-France

Le Conseil Régional d'Île-de-France est très heureux d'accueillir ce colloque sur l'aide à la gouvernance en Birmanie, à l'occasion de la visite d'Aung San Suu Kyi en Europe, et en ce moment même à Paris. Comme tous, je suis particulièrement ému de la présence de cette grande dame, modèle de paix et de persévérance pour l'Humanité, et qui nous prouve à tous qu'il ne faut jamais perdre espoir. Comme tous, je suis touché par son message constant de réconciliation, tout autant que de fermeté sur les valeurs démocratiques. La Birmanie est un grand pays, qui a vécu bien trop longtemps dans l'obscurité, et qui mérite de retrouver le chemin de la liberté et de la dignité.

La Région Île-de-France et les Franciliens sont depuis toujours aux côtés des peuples en lutte pour leurs droits et pour un développement harmonieux. A travers sa politique d'action internationale, à travers les projets de coopération décentralisée que nous portons, nous prouvons au quotidien et de façon ambitieuse et concrète notre désir d'accompagner des régions du monde dans les domaines les plus variés : transports, formation, culture, emploi... L'urgence, en ce qui concerne la Birmanie, est bien de retrouver les pas d'une vie démocratique réelle, et ce colloque est là pour le vérifier, avec l'aide des ONG mobilisées dans cette région du monde. Je vous fais donc confiance pour dégager les meilleures pistes dans ce sens.

Comme les autres régions d'Europe, réunies au sein de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) chère à ma vice-présidente Michele Sabban, la Région Île-de-France aura à cœur de jouer son rôle dans l'émancipation d'une nation aussi importante pour sa place en Asie et son exemple dans le monde, si ce processus de démocratisation va bien au bout.

Nous aurons surtout à cœur de répondre à l'appel vibrant de Aung San Suu Kyi, afin de prouver, s'il en était besoin, que cette grande militante de la liberté avait raison de consacrer sa vie à son pays et à la démocratie. Et en un mot, au devoir de "se libérer de la peur".

Vous pouvez compter sur ma volonté de répondre à son appel.

Introduction

Par Jean-Marc Brûlé

Ce colloque est organisé à l'occasion de la visite d'Aung San Suu Kyi en France, par Green Lotus – Centre de ressources pour le développement durable en Asie avec le concours du Conseil régional d'Île-de-France, et en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères et Européennes, en particulier pour la réflexion sur les questions géostratégiques et diplomatiques.

Le cadre général de ce colloque est, au-delà de l'hommage rendu à Aung San Suu Kyi, à ses proches, à ses partisans et à la NLD (National League for Democracy), de réfléchir d'un point de vue concret à la question de l'aide à la Birmanie – son contenu, sa nature, éventuellement aussi sa structuration financière et les partenariats possibles.

Depuis quinze jours, tous les pays traversés par la délégation de la NLD se félicitent de cette émergence inattendue d'une démocratie en Birmanie. Des questions très concrètes se posent néanmoins en termes d'aide, qu'Aung San Suu Kyi et son équipe ne manquent pas de rappeler. On peut entre autres évoquer la question des investissements économiques, car les grands groupes européens et français ont bien compris les perspectives qu'ouvre le marché birman. Comment réagir à cela en tant qu'opinion publique européenne et française ? Comment la société civile birmane elle-même envisage-t-elle la construction de son devenir ? Ces thématiques de l'aide, de la coopération et de l'appui à la gouvernance sont en pleine révolution, y compris au cœur de la politique française.

L'objet de ce colloque est d'évoquer la situation de la Birmanie, et, de facto, les potentialités et les opportunités très concrètes d'une aide à la société civile birmane de demain.

Birmanie année zéro : réalités, espoirs... mirages ?

Une nouvelle Birmanie est peut-être en train de naître. La junte militaire s'est officiellement effacée, un régime civil s'est mis en place, des signes d'apaisement sont apparus... Avance-t-on vers une démocratisation du pays ? En dépit des signaux émis, rien n'est certain. Tout se joue peut-être dans cette période où se mêlent attentes, doutes, espoirs et immenses défis.

Reconnaître et saluer les changements

C'est un fait que personne ne peut nier : depuis l'été 2011 et sans que rien ne le laisse présager, le régime au pouvoir en Birmanie a entamé une mue, se dépouillant notamment des atours d'une junte militaire agressive au profit d'un costume civil plus présentable, revêtu notamment par le nouveau président Thein Sein – pourtant élu dans des conditions peu transparentes. Si les nouveaux tenants du pouvoir ont donné des gages de changement (en libérant de nombreux prisonniers politiques, en ouvrant leurs portes à des représentants de la société civile ou encore en organisant en avril dernier des élections législatives partielles), les Birmans comme les observateurs extérieurs sont divisés sur la sincérité, la profondeur et l'irréversibilité de ce processus – car c'en est un, indéniablement. Pour certains, la démocratie est en marche, pour d'autres en revanche, la suspicion demeure.

C'est pourtant une première dans l'histoire récente du pays, qui subit les dictatures militaires depuis 1962. Car si rien, à ce jour, ne garantit que cette évolution débouche sur une véritable démocratie parlementaire ouverte au pluralisme politique, force est de constater, comme Frédéric Debomy, que *« ce régime militaire qui dirigeait une des dictatures les plus fermées de la planète, qui paraissait inamovible, reprend tout d'un coup le dialogue avec Aung San Suu Kyi, alors que par le passé ce dialogue avait été factice. (...) On était dans des effets de communication. Là, nous assistons à l'instauration d'un véritable dialogue, avec aussi une censure qui s'assouplit, l'adoption de lois sur le droit de manifester ou de se syndiquer, le gel d'un projet de barrage controversé, plus tard la réforme du taux de change dans le domaine économique... Autant de choses que personne n'aurait imaginé, ni les universitaires, qui imaginaient que la transition vers une démocratie en Birmanie procéderait d'un temps très long, et ont été surpris par la rapidité des changements opérés, ni les militants qui, eux, espéraient une chute soudaine et définitive du régime et ont aussi été pris de court. Aucun observateur ne s'attendait à cette ouverture à ce moment-là. »*

Un optimisme teinté de vigilance

Transformation ou simple mue ? Bien malin qui pourrait trancher. Toujours est-il que cette situation nouvelle appelle une grille de lecture d'une certaine finesse, que Frédéric Debomy résume d'une formule : il convient selon lui *« d'accorder le bénéfice du doute au nouveau président Thein Sein »*. Pas simple aux yeux de celles et ceux qui estimaient que le jeu politique birman se résumait à un affrontement entre « des bons et des méchants »... Et si cette dichotomie, bien que confortable, ne correspondait que de manière caricaturale à la réalité « d'avant », elle n'est plus acceptable aujourd'hui. Le devenir de la Birmanie impose en effet de considérer les choses dans leur complexité, en tenant compte des avancées mais aussi des incertitudes et d'une temporalité imprécise, afin de ne se tromper ni d'enjeux, ni de stratégies. Aung San Suu Kyi elle-même recommande un « optimisme prudent » et demande que l'on mette du « scepticisme salutaire » dans les observations sur la situation actuelle du pays.

Si la partie est loin d'être gagnée, c'est aussi parce que, rappelle Frédéric Debomy, *« l'on n'est pas dans un processus irréversible »* et que, dans le contexte actuel, *« beaucoup de choses demeurent très fragiles : un conflit armé perdure dans l'Etat kachin, et les tensions et affrontements survenus dans l'Etat d'Arakan sont des choses inquiétantes. S'il est par ailleurs encourageant de constater que des accords de cessez-le-feu ont été signés avec différents groupes armés, ceux-ci doivent encore déboucher sur des accords politiques pérennes »*. Aussi *« ce processus peut-il être remis en cause de multiples façons »*. *Last but not least*, la Constitution adoptée en 2008 *« accorde automatiquement aux militaires 25 % des sièges dans les deux chambres du Parlement et autorise le chef des armées à prendre le pouvoir par un coup d'Etat constitutionnel (...) au prétexte de l'état d'urgence »*. L'intention déclarée des nouveaux parlementaires de la NLD d'amender certains passages de la Constitution permettra de vérifier *« à quel point le régime est effectivement prêt à accepter les changements qu'il a lui-même enclenchés »*.

L'état alarmant du pays

La complexité du contexte birman n'est pas simplement liée au clair-obscur de la période actuelle. Le pays fait face à une situation délicate sur différents plans. On peut d'abord rappeler – même si ce classement est l'objet de débats – que l'indice de développement humain (IDH) établi par le PNUD place la Birmanie au 132^e rang mondial, ce qui souligne la fragilité du pays au plan socio-économique. Thuzar Saw, ressortissante birmane exilée en France, va jusqu'à qualifier la Birmanie de « *pays sous-développé* », prenant pour illustration l'accès à l'eau potable et le traitement des eaux usées, largement défectueux voire inexistantes, y compris dans les grandes villes, ou bien la gestion des ordures ménagères et des déchets, problème face auquel l'absence de pédagogie et donc d'une prise de conscience écologique favorise des pratiques catastrophiques – décharges sauvages en particulier.

Prolongeant ces réflexions, Françoise Sivignon, vice-présidente de Médecins du Monde, qui évoque l'intervention de l'ONG sur place, brosse un portrait en creux de la situation au plan médico-social. L'action phare de Médecins du Monde est d'accompagner les usagers de drogue par la prévention des risques infectieux et par la fourniture de médicaments ou la mise en place d'activités psycho-sociales, tels que des ateliers d'estime de soi. « *On est dans le renforcement des capacités des individus* » (« *capacity building* »), explique-t-elle, indiquant le degré d'abandon où sont laissées les personnes les plus marginalisées. Plus récemment, en 2008, le cyclone Nargis qui s'est abattu sur le sud-ouest du pays, causant des dizaines de milliers de victimes et de très lourds dégâts, a suscité, face à la passivité du régime, une mobilisation immédiate des équipes locales de l'ONG – composées pour l'essentiel de Birmans – et un élan de solidarité sans précédent de l'ensemble de la société civile. Médecins du Monde a saisi cette opportunité pour œuvrer à la réactivation de communautés de village, auxquelles a pu être confiée l'organisation des soins, contribuant ainsi au « *renforcement des capacités des communautés* ». L'avenir, souligne Françoise Sivignon, est dans le renforcement et l'autonomisation des associations locales, avec lesquelles des partenariats sont parfois noués, permettant des transferts de compétences et d'équipements. Mais, dans un pays où la moindre autorisation passe encore par l'Etat, la vie associative est encore loin d'être fluide. Cela rejoint une autre question épineuse : la corruption généralisée ainsi que le détournement fréquent par les autorités, à leur profit, de toute forme d'aide.

Autre grand motif d'inquiétude, que l'actualité est venue raviver récemment : les conflits entre minorités, particulièrement violents dans certaines régions. Zayar Thaw tient cependant à tempérer la vision alarmiste qui consiste à y voir un phénomène fondamentalement ethnique ou religieux. D'après lui, nous nous situons plutôt dans le cadre de violences déclenchées par un fait divers qui, faute de réaction de la part des forces de police ou de la justice, s'est progressivement mué en conflit dont la dimension ethnique, bien que présente, doit être relativisée. Toutefois, la marginalisation historique, par l'Etat comme par la population, de certaines communautés comme les Royingas (musulmans de l'Etat d'Arakan), impose de prendre en considération cette problématique pour, selon les mots de David Camroux, avancer vers la « *réconciliation nationale* ».

Les perspectives internes

La question de la démocratie est particulièrement prégnante depuis le virage amorcé par l'Etat birman en 2011. Où en est-on politiquement ? De quelles aspirations la population birmane est-elle porteuse ? Quelles sont les pistes à suivre ou les modèles inspirants ? Ce sont là les grandes questions d'une Birmanie à reconstruire.

Développement : attention chantiers !

La Birmanie a été jadis prospère, mais « *cinquante ans de régime militaire ont fait revenir ce pays, qui était l'avant-garde dans les années 1960, cinquante ans en arrière* », déplore David Camroux. « *Qu'elle soit aujourd'hui dans un état de pauvreté et de délabrement comparable*

à celui du Laos alors que les deux pays n'ont pas la même histoire ni la même situation géostratégique (...) est une anomalie », constate Jean-Marc Brûlé. Ce paradoxe, que vient renforcer la richesse de son histoire, nous enjoint de la considérer comme un pays à part. D'ailleurs, il faut être conscient que ses besoins s'expriment davantage en termes de reconstruction et de réhabilitation que de construction. Aussi le plus important dans ce contexte est-il de « *permettre aux Birmans d'avoir les moyens concrets de revenir à une science de la démocratie qu'ils possédaient, sans vouloir inféoder le pays* ».

David Camroux partage ce point de vue quand il prône de « *faire évoluer le modèle de développement par rapport aux émergences d'autres puissances dans la région* ». Face à des pays comme la Chine, la Thaïlande ou l'Indonésie – ces deux derniers étant parfois comparés au cas birman –, la Birmanie doit pouvoir penser son modèle de développement de manière autonome, en prenant appui tant sur son passé que sur l'énergie d'une population, en particulier les jeunes, impatiente de sortir la tête de l'eau et de relever tous les défis. Jean-Marc Brûlé estime que le relèvement du pays peut, « *si tout le monde s'y prend bien, avoir des conséquences incroyables* » pour le pays et avoir valeur « *d'exemple* » pour toute la région.

Mouvements politiques

En avril dernier, le gouvernement issu des élections contestées de la fin 2010 organisait des élections législatives partielles visant à pourvoir 45 sièges à l'Assemblée nationale et dans des parlements régionaux. Loin de la portée politique du scrutin de 1990 – qui consacrait la NLD comme première force politique du pays –, ces élections ont néanmoins permis à Aung San Suu Kyi et à son parti de remporter un succès symbolique qui, survenant après une succession de gestes donnant des gages de la bonne volonté du nouveau régime, ont ravivé les espoirs d'un renouveau démocratique en Birmanie.

L'échiquier politique birman se partage donc aujourd'hui principalement entre un gouvernement demeurant très autoritaire et dont la légitimité électorale est sujette à caution, et un parti d'opposition dominant (en attendant l'éclosion de mouvements incarnant d'autres tendances ou visions) que l'on peut considérer comme représentant l'aspiration des Birmans à la démocratie. Cette présentation schématique ne saurait cependant dissimuler la complexité sous-jacente. Côté démocrates, intervient une participante, « *le premier cercle autour d'Aung San Suu Kyi est constitué d'anciens amis de son père, des personnes aujourd'hui âgées que l'on appelle "les oncles". Il est indispensable de former de nouveaux cadres parmi les jeunes.* » Et du côté du pouvoir, « *nous sommes dans une situation où un ancien régime militaire est en train de se transformer par la Constitution et par les Hommes, et de prendre une autre forme pour mieux protéger un certain nombre d'intérêts de ses membres* », affirme ainsi David Camroux, qui escompte d'importants changements à venir, mais dans un esprit et un processus très différents de celui des « printemps arabes ». D'ailleurs, estime-t-il, « *nous ne sommes pas dans un printemps, mais plutôt dans un automne birman – l'automne du régime. Ces réformes sont poussées en haut par deux personnes : le président actuel, Thein Sein, et Aung San Suu Kyi, qui ont besoin l'un de l'autre. Thein Sein a besoin d'Aung San Suu Kyi car elle seule peut faire revenir la Birmanie dans la communauté des nations, peut faire lever les sanctions et peut promouvoir en interne une réconciliation nationale.* »

La société civile (re)mobilisée

Derrière le visage officiel de l'opposition que représente la NLD, la Birmanie compte également une société civile qui est loin d'être inactive, et n'a pas manqué une occasion de manifester, hier son mécontentement et sa colère, aujourd'hui son impatience. Et demain ? Si la place de cette société civile en construction ne peut être précisément définie (jusqu'où le pouvoir en place la laissera-t-il s'exprimer ?), les acteurs déjà en lice ne pourront faire abstraction de son désir d'agir après des décennies de mutisme forcé. « *La population discute avec le monde entier dans les cyber espaces. Il y a un formidable envie d'échanger* », confie un participant qui a récemment séjourné dans le pays.

Zayar Thaw, récemment élu député mais également connu comme un rappeur et un « agitateur » de premier plan, fait partie de cette nouvelle génération qui entend bien ne pas rester inactive et inaudible dans les circonstances actuelles, et utiliser tous les leviers, y compris ceux internes à la NLD, pour donner un coup de pied dans la fourmilière.

Si David Camroux présume que « *nous sommes au commencement d'une transition qui sera longue* », Zayar Thaw, sans le contester, se fait plus pressant. « *C'est vrai, instaurer la démocratie prendra du temps, mais nous ne voulons pas nous asseoir et attendre que ce jour vienne. C'est pourquoi nous maintenons la pression pour l'obtenir, (...) parce que seul un gouvernement réellement démocratique garantira le futur de la jeune génération. C'est pourquoi nous continuons à faire pression pour atteindre notre objectif.* » Et les obstacles ne manquent pas, ce qui fait fréquemment dire au jeune opposant : « *La Birmanie change, oui, mais...* ». Oui mais les libertés « *de protester, de manifester, de s'organiser, de tenir une assemblée* », bien qu'inscrites dans la Constitution de 2008, ne sont pas encore mises en pratique. Oui mais l'aide, comme les investissements, « *n'atteignent pas leur cible* ». Oui mais la censure demeure active et, pour une interview d'Aung San Suu Kyi autorisée à paraître, combien d'articles écrits par des anonymes sont interdits ?

« *Nous n'avons pas les droits les plus élémentaires aujourd'hui*, conclut Zayar Thaw. *Sachez-le : la Birmanie change, mais pas tant que ça. (...) Certaines personnes pensent que nous sommes très agressifs : ce n'est pas vrai. Nous sommes en opposition (...) et nous voulons simplement vivre une vie normale, comme vous.* »

Indispensable renouveau démocratique

Le contexte actuel ne laisse pas de surprendre. Certes, rappelle David Camroux, un certain nombre d'éléments ont pu la favoriser cette évolution et continuent à l'irriguer. Il y a d'abord cette mal-nommée « révolution de safran » en 2007, où l'armée, en réprimant notamment les moines bouddhistes venus soutenir l'élan populaire, « *a perdu tout aspect légitime aux yeux de la population (...) alors qu'elle avait longtemps été considérée comme une institution respectable en Birmanie. (...) Des militaires réformateurs se sont rendu compte, comme en Indonésie ou en Thaïlande, que l'on ne pouvait pas rester au pouvoir uniquement pas la force et par la coercition et (...) qu'il fallait rentrer dans la vie civile* ». Il y a ensuite le cyclone Nargis où, face à « *l'incapacité du régime à faire face à cette catastrophe, le peuple birman a pris le problème en mains pour apporter l'aide aux sinistrés. On s'est alors rendu compte qu'il y avait en Birmanie cette société civile jusque là silencieuse.* » Il y a enfin la Constitution de 2008 qui, comme en Indonésie dans les années 1990, prévoit que « *25 % de sièges du Parlement soient réservés aux militaires, ainsi que d'autres clauses garantissant le rôle de l'armée. (...) Le fait que les militaires se sentent sécurisés dans le prestige et dans les privilèges a, en quelque sorte, un peu débloqué la situation.* » Des facteurs externes ont également pu intervenir : les sanctions économiques ou diplomatiques occidentales, l'ouverture sur les pays voisins pour « *convertir la situation géostratégique faible du pays en situation de force* », ou encore « *l'engagement constructif des pays de l'ASEAN* ». Mais s'il est aisé de trouver des explications après coup, rien ne laissait entrevoir ce tournant.

Passé la surprise générale, l'opposition est prête aujourd'hui à jouer le jeu. Comment entend-elle s'y prendre ? Pour le politologue David Camroux, Aung San Suu Kyi poursuit différents objectifs : « *à moyen terme, (...) gagner les élections de 2015* », et donc qu'il y ait des changements dans les règles du jeu constitutionnelles afin que « *les élections de 2015 puissent être libres (...) et que la NLD puisse arriver au pouvoir par la voie démocratique* ». Mais au-delà, l'un des grands enjeux est « *la création d'un Etat de droit* », car il est « *inutile d'avoir des investissements sans un cadre juridique qui garantisse aux investisseurs que leur investissement sera protégé (...), ou de créer des emplois si les droits des travailleurs ne sont pas garantis* ».

Quant à la question de savoir si la Birmanie peut ou doit s'appuyer sur l'exemple démocratique indonésien – dont elle s'est déjà inspirée pour rédiger sa Constitution –, Zayar Thaw juge qu'il ne serait pas bon de l'ériger en modèle car la situation et l'histoire des deux pays sont très différentes.

En tout état de cause, la tâche s'annonce d'une certaine ampleur, d'autant plus, affirme Jean-Marc Brûlé, que certains cadres des mouvements historiques comme la NLD sont « *perçus comme âgés et en déconnexion* » et que leur « *mutation et le renouvellement générationnel sont fondamentaux* ». Mais Aung San Suu Kyi semble avoir conscience de cet impératif, et le prendre en considération. Aujourd'hui, assure Jean-Marc Brûlé, « *le parti est en transformation (...) et Zayar Thaw est à l'image de cette nouvelle génération qui a des responsabilités dans le pays* ».

La meilleure façon de coopérer

Dès aujourd'hui se pose la question de la coopération avec la Birmanie. Celle-ci demande une approche patiente, respectueuse et réfléchie, assez éloignée des schémas trop courants de l'aide aux pays du Sud. La situation exige néanmoins de poser rapidement des balises qui permettront d'éviter les dérives causées par des interventions précipitées ou la recherche de contrats juteux.

Aider n'est pas donné

Vouloir participer au développement d'un pays répond en règle générale à deux grands types de motivations : un esprit de solidarité (citoyens, associations, collectivités) ou la conquête d'un nouveau marché prometteur (entreprises). Dans un cas comme dans l'autre, il existe un certain nombre d'erreurs à ne pas commettre, liées au contexte spécifique du pays approché ou à de simples questions de bon sens. Au plan général, Maryse Dusselier attire ainsi l'attention sur un certain nombre de points clés. Le premier d'entre eux est d'ordre « humaniste », pourrait-on dire : il s'agit basiquement de ne pas « débarquer » avec des schémas occidentaux prêts à l'emploi. « *Les premières personnes qu'il faudrait envoyer sur place sont des anthropologues, afin de décrypter comment les gens fonctionnent* ». En outre, complète-t-elle, « *il faut rester très prudent quand on se rend dans un pays, et faire preuve de bon sens. Les bonnes intentions ne font pas forcément les projets réussis.* » Est-il nécessaire de rappeler combien certains errements, tous acteurs confondus, ont parfois produit plus de mal que de bien ? Le cas d'Haïti est, en la matière, emblématique. Cela touche aussi à la dimension financière : aider n'est pas forcément une question d'argent. Si de nombreuses associations le savent depuis assez longtemps, les collectivités l'expérimentent à la faveur de la crise, qui impacte fortement les budgets dédiés à la coopération décentralisée.

On peut donc coopérer autrement que par un apport monétaire, et « *il serait intéressant que l'Europe puisse amener un nouveau discours par rapport à ça* », souligne un participant travaillant à la direction des Affaires européennes du Conseil régional d'Île-de-France. Hélas, déplore une ancienne parlementaire européenne, Marie-Anne Isler, revenue d'un périple sur place, « *l'Europe n'est pas très présente en Birmanie et je n'ai pas l'impression qu'elle ait envie de s'investir là-bas. (...) Et si l'Union européenne ne s'investit pas, les Etats membres n'auront pas les moyens eux-mêmes de faire quelque chose. (...) On doit pousser pour que ça se passe* » face « *à l'influence grandissante des Etats-Unis, pour des raisons géopolitiques* » ou, s'inquiète ce participant birman, au « *poids de la Chine, très présente au plan économique* ».

Coté français, un constat s'impose : les collectivités françaises sont très en retrait, pour la raison toute simple que, compte tenu du contexte politique birman, l'Etat français n'avait pas donné son feu vert à de telles interventions – qui auraient de toute façon été très compliquées. Les inciter à s'y impliquer aujourd'hui va requérir un patient travail d'approche, et d'explicitation des urgences auxquelles est confronté la Birmanie. « *La force de l'Europe et de sa diplomatie vis-à-vis de ses concurrents principalement américains, indiens et chinois sur cette zone-là, peut permettre aux élus, aux ONG et aux administrations de travailler ensemble dans une même dynamique pour pouvoir apporter sur les territoires les aides nécessaires* », reprend le fonctionnaire des Affaires européennes à la Région Île-de-France. « *La*

place de la diplomatie européenne sera de fait un vrai outil de travail. Il y a une vraie réflexion à mener. Si on ne le fait pas, j'ai bien peur que l'on se fasse "embarquer" par nos amis anglais, américains et chinois qui ne se posent sûrement pas ce genre de questions... ».

La voie politique avant tout

Les intervenantEs ont insisté sur un certain nombre de besoins très concrets pour sortir la Birmanie de l'état d'hébétéude dans lequel l'ont plongée cinquante années de dictatures. Les problèmes liés à l'état des infrastructures – énergie, transports, télécommunications, etc. – sont légion et sont clairement identifiés. Pourtant, une erreur toute occidentale serait de vouloir les prendre à bras-le-corps dans le cadre d'une coopération empreinte de bons sentiments, mais totalement contre-productive. « *Une école est plus visible qu'une formation à la démocratie participative* », ironise Jean-Marc Brûlé. La Birmanie qui, faut-il le rappeler, a été après-guerre l'une des nations les plus épanouies du sud-est asiatique, « *n'a besoin ni de main d'œuvre ni d'argent* » pour sa reconstruction et sa modernisation, d'autant qu'elle peut aussi compter sur ses diasporas : « *Qu'elles viennent nous voir est une piste à creuser* », soutient Maryse Dusselier.

Une autre erreur serait de lâcher totalement la bride aux investissements étrangers. Il est indispensable, si l'on ne veut pas reproduire les drames d'un passé récent, de les encadrer par des « *règles précises et justes, afin d'éviter que ces investissements se fassent au détriment des populations locales (travail forcé, déplacements de populations)* », estime Thuzar Saw.

Si le sort de la Birmanie est d'abord entre ses mains, un appui extérieur est toutefois possible, et à certains égards souhaitable. Car l'enjeu central de la période qui s'ouvre – la question cruciale et encore incertaine de la gouvernance, objet de ce colloque – se pose et nous concerne de différentes manières. A travers cet enjeu, nous parlons d'abord de politique, car une bonne gouvernance conditionne une action économique réellement responsable, qui pour l'heure demeure impossible faute d'acteurs fiables sur place (corruption, détournements...), faute aussi d'un encadrement juridique garantissant que les investissements réalisés profitent à la population en ne lui nuisent pas. Ainsi faudra-t-il « *faire en sorte que la responsabilité sociale des entreprises soit la moins édulcorée possible quand elle touche un cas d'école comme les investissements en Birmanie* », souligne Jean-Marc Brûlé. Qui plus est, explique Maryse Dusselier, « *les collectivités partenaires demandent souvent à être aidées sur le développement économique, et les collectivités françaises veulent du gagnant-gagnant. Or la Birmanie, comme d'autres pays, attend quelque chose qui ne soit pas uniquement du sonnante et trébuchant.* »

Ce défi d'envergure pourrait faire de la Birmanie la tête de pont de nouvelles pratiques en contribuant, suggère Jean-Marc Brûlé, « *à faire évoluer la conception de l'aide au développement habituellement menée par l'Amérique ou l'Europe. (...) Ce que demandent les Birmans, c'est d'aider leur société civile à se construire de façon concrète, de territoire à territoire, de petite ville à petite ville. Il ne faut pas créer une situation de dépendance, mais au contraire promouvoir l'indépendance.* » La première des priorités est à la fois de considérer les Birmans comme des partenaires au sens plein du terme et d'accepter leur approche des événements. Et, en l'occurrence, d'accepter de composer avec le régime tel qu'il est – c'est-à-dire mieux disposé qu'auparavant, mais encore insatisfaisant à maints égards. « *Si l'on joue le jeu d'Aung San Suu Kyi et de la Birmanie, on joue le jeu d'un mouvement de réconciliation. C'est une question d'état d'esprit. Nous, Occidentaux, sommes plutôt habitués à un état d'esprit manichéen, sinon guerrier.* » Il s'agit donc aussi d'une remise en question, jamais inutile, de nos codes culturels...

Les leviers concrets

L'appui à l'avènement de la démocratie peut prendre plusieurs formes, mais on peut le résumer en un mot : *accompagner*. Car « *les jeunes démocraties en devenir comme la Birmanie*

peuvent avoir besoin de l'expérience de pays matures comme la France », explique Jean-Marc Brûlé, citant Aung San Suu Kyi.

Il y a bien entendu enjeu très important autour des processus électoraux : « *On doit les aider sur l'organisation et l'observation des élections, (...) avec une commission électorale indépendante* ». Mais il faut franchir avant cela un certain nombre d'étapes. « *Notre contribution européenne est de s'engager avant tout sur l'idée que le peuple birman a une possibilité de vie démocratique intense, possiblement conflictuelle, (...) et qu'il doit en faire sa propre réalité* », défend Jean-Marc Brûlé, qui propose en ce sens :

- d'aider la société civile birmane à construire sa propre dynamique de revendication et de syndicalisation ;
- de former au débat citoyen et à la prise de décisions ;
- de développer la professionnalisation des médias indépendants (notamment ceux qui se sont établis à l'étranger et pourraient revenir) en les aidant à se former ;
- de favoriser la meilleure connaissance des législations birmanes et renforcer la capacité de la NLD à proposer des textes de loi ;
- de promouvoir une coopération parlementaire (par le Sénat et l'Assemblée nationale) pour former et suivre au quotidien les députés de la NLD, afin qu'ils se sentent soutenus et bénéficient de la meilleure formation, et d'aider à en faire de futurs dirigeants nationaux du pays ;
- d'aider des cadres politiques locaux à gérer les dossiers du quotidien : circuit de l'eau, déchets, urbanisation, transports, économie locale, etc., afin de développer des compétences valorisantes aux yeux des citoyens ;
- d'aider au montage de projets économiques locaux, comme par exemple dans l'éco-tourisme, le commerce équitable... ;
- de concevoir toute ingénierie et toute formation à travers les méthodes et techniques du développement durable, en développant notamment les démarches locales de conversion et d'organisation, sur le modèle des Agendas 21.

Pour conclure, Jean-Marc Brûlé soutient l'idée « *qu'aborder les enjeux de démocratie sous l'angle de la vitalité de la société civile, ET avec une approche développement durable, sont des portes d'entrée plus élaborées et efficaces que la simple dénonciation de "l'odieuse junte birmane"* ». En effet, l'espoir et des perspectives positives et pacifiques seront de meilleurs moteurs pour la mobilisation de la population.

Et maintenant ?

Green Lotus – Centre de ressources pour le développement durable en Asie, ONG dédiée à cette cause, avec le concours de la Région d'Île-de-France, propose un appel (cf. dernière page) visant à mobiliser le plus grand nombre et la plus grande diversité possible d'acteurs français et européens autour de la Birmanie de demain, en particulier institutionnels et territoriaux, pour aborder sous l'angle de la gouvernance et du territoire les projets d'aide qui peuvent émerger ici ou là, et tenter de les coordonner.

Une mission aura lieu cet été, qui prévoit des rencontres avec Aung San Suu Kyi et son équipe, les nouveaux députés, des ONG locales pertinentes, des médias et d'autres acteurs de la société civile, afin de dresser un état des lieux de la situation et de collecter des demandes précises (à la fois en thème, fonction et territoire) correspondant à de vrais besoins de la société civile en émergence.

L'histoire ne fait donc que commencer...

Zayar Thaw aura le mot de conclusion. « *Si vous avez un moment, pensez à ceci : dans cette partie du monde, dans un pays appelé la Birmanie, des gens luttent depuis des années pour obtenir le droit de mener une vie normale, comme vous. Pensez-y ne serait-ce qu'une seule fois, cela aidera notre mouvement.* »

LES INTERVENANT-E-S

Jean-Marc Brûlé – Conseiller régional d’Île-de-France, spécialiste des enjeux géostratégiques asiatiques, président de Green Lotus – CREDDA

Frédéric Debomy – Ancien président d’Info Birmanie, auteur d’ouvrages politiques sur la Birmanie

David Camroux – Enseignant-chercheur à Sciences Po (CERI), de retour de Rangoon

Françoise Sivignon – Vice-présidente de Médecins du monde

Thuzar Saw – Ressortissante de la communauté birmane en exil

Zayar Thaw – Rappeur et militant démocratique birman, récemment élu député de la NLD (National League for Democracy) pour la circonscription de Nay Pyi Daw

Maryse Dusselier – Conseillère en charge de l’international auprès du Président de l’Association des Régions de France (ARF)

Michèle Sabban, Vice-présidente du Conseil régional d’Île-de-France, présidente de l’Assemblée des Régions d’Europe (ARF), présidente de R20 (Regions on Climat change), *excusée*

Avec la contribution de Michèle Sabban et Jean-Marc Brûlé, le colloque se conclut par l'appel suivant, à l'adresse de toutes les collectivités territoriales et tous les acteurs institutionnels en France et en Europe :

Appel en faveur d'une aide à la gouvernance, pour les collectivités et la société civile birmane

A l'occasion de la Visite d'Aung San Suu Kyi en Europe, nous mesurons la responsabilité qui devient la nôtre, de contribuer désormais de façon réelle à l'avènement de la démocratie en Birmanie.

La France, l'Europe, et leurs opinions publiques, ont un rôle à jouer, vigilant et actif, à ce moment de l'Histoire d'un des pays majeurs de l'Asie, à l'Histoire si riche.

Nous savons, profondément, tout ce que d'illusoire peut avoir cette fenêtre entrebâillée dans une nation qui a tant souffert: et où l'horreur s'est mariée à la misère. Mais nous savons aussi que l'enthousiasme et la joie du peuple birman promettent que plus rien ne sera comme avant ce 1er avril d'élections, et ce mois de juin de voyage en Europe.

Aujourd'hui, il nous faut agir, simplement et résolument. C'est pourquoi nous décidons ensemble, régions d'Europe, collectivités, institutions, et ONG concernées, personnalités, citoyens, de lancer un Appel à la mobilisation pour offrir une aide à la gouvernance à la société civile birmane et aux collectivités locales en pleine mutation.

Car nous croyons que la priorité absolue est de permettre au peuple birman de construire une société civile avancée, une démocratie locale vivante, et un pluralisme politique respecté. Ainsi, seulement ainsi, se développera une vraie démocratie dans ce pays vital pour l'équilibre de la paix en Asie.

La Birmanie et Aung San Suu Kyi font naître en nous l'espoir, et la porte ouverte vers la démocratie dans ce pays en ouvre d'autres, inespérées. Une nouvelle Birmanie peut jouer un rôle majeur dans cette partie du monde, pour la paix et la liberté.

Après Gandhi ou Mandela, c'est également une leçon ancienne, qui nous est donnée de nouveau, celle de la réussite de la stratégie de non-violence active, qui a réussi au-delà de toute attente, par la force de sa persévérance et sa foi en la réconciliation.

Notre rôle est aujourd'hui simple, résolu et modeste : inciter tous les acteurs européens (Régions & autres collectivités, institutions, ONG...) à investir dans une coopération décentralisée avec les institutions et les régions birmanes, ainsi que les organisations politiques et citoyennes, afin d'investir sur une véritable aide à la gouvernance, dans un pays qui a tout à inventer en termes de citoyenneté, de transparence, de justice sociale.

La satisfaction quant aux évolutions récentes est nécessaire mais insuffisante, car Aung San Suu Kyi et à ses partisans ne disposent pour l'instant que d'une tribune. Celle-ci ne peut être le prétexte trop aisé à un investissement massif et immédiat des grands groupes économiques, sans engagements sur la responsabilité sociale et la transparence.

Le gouvernement français, incité en cela par les régions et les ONG, doit l'affirmer clairement : investir, oui, mais d'abord dans la démocratie !